

Seul, triste et perdu, le Français est-il encore en état de se révolter ?



Devant l'effondrement de la société française et la réduction des libertés individuelles, quand les Français se révolteront-ils ?

La question est dans toute les têtes. Natacha Polony posait la question dernièrement dans le magazine d'informations Marianne dont elle dirige la rédaction. Après avoir utilisé des chemins de traverse avec l'espoir d'y trouver la réponse, elle dut admettre qu'il va falloir attendre.

Certes, nous allons assister à des réactions, qui seront des réponses à des actions menées par le pouvoir politique. Mais le grand mouvement populaire et citoyen va se faire attendre. Tout simplement parce que le Français, depuis 1947, n'a pas

été éduqué à agir par lui-même, mais au travers d'une formation politique ou syndicale.

De ce point de vue, le mouvement des « Gilets Jaunes » a été la surprise tant que l'on ignorait que les initiateurs venaient de l'extrême gauche et de la droite extrême.

1947 a été évoqué et ce n'est pas pour rien. C'est bien à compter de « cette incroyable année », comme le disait Charles de Gaulle, qu'une nouvelle société se met en place. On peut ajouter la naissance d'un Nouveau Monde. Après quatre longues années de guerre faites de privations et de souffrances, les dirigeants politiques, toutes obédiences confondues, comprennent qu'ils doivent bâtir une société qui tire vers l'excellence. La création en 1946 de l'Assurance Maladie en fournit une preuve indéniable. Les Guerres d'Indochine et d'Algérie créeront des friselis dans le corpus sociétal sans provoquer des ruptures dommageables.

À cette époque la société française est binaire. Elle va le rester. La droite chrétienne d'un côté, puisant sa force et ses éléments de langage dans les racines judéo-chrétiennes et gréco-latines. La gauche de l'autre, dominée par le parti communiste et le socialisme de la SFIO, dont le pouvoir s'exerce puissamment en province. Les extrêmes sont inexistantes, du moins dépourvus de représentation nationale et électorale.

De Gaulle n'apprécie guère les communistes. Les communistes ont le même ressenti vis-à-vis de l'homme de la France Libre. Mais les deux blocs ont besoin l'un et de l'autre pour construire cette nouvelle société et pour la faire avancer. Je vous recommande la lecture de l'excellent ouvrage de Henri-Christian Giraud traitant des rapports entre de Gaulle et les communistes.

Les communistes mettent leurs désaccords internes sous le boisseau. Le schisme de 1939 révélant leurs dissensions est oublié. Il faut désormais partir uni à la conquête du pouvoir

qui se trouve à portée de main. Fidèles à eux-mêmes, les communistes ne prendront pas le pouvoir. Ils ne le prendront jamais. À cet égard, 1936 fut une exception qui ne se renouvellera pas. Puisque le Front Populaire est évoqué, faisons une pause pour noter que la gauche émancipatrice, qui avait donc les mains sur les manettes, n'a pas jugé utile d'accorder le vote aux femmes. Elles devront attendre l'Ordonnance de 1944 et sa mise en pratique en 1945 pour que leur soit délivrée une carte d'électrice. Restons encore sur le même terrain. Ce n'est qu'en 1972 que les femmes seront autorisées à ouvrir un compte en banque sans l'assentiment de leur mari. Pardon pour la digression, mais cela me démangeait de ne pas l'inclure dans le récit.

Les ordres reçus de Moscou aux camarades communistes sont clairs. L'opposition est préférable à la direction des Affaires, parce qu'on y risque moins de désagréments et de critiques de la population. Pour s'assurer d'une sorte de concordat, notamment sur les dossiers sociaux, de Gaulle laisse aux communistes la liberté d'investir quelques grands corps de l'administration, tels que la SNCF – EDF – GDF – La Régie Renault, etc., les fonctionnaires des ministères. Plus tard, ils assureront le succès du parti socialiste créé par Mitterrand. C'est ainsi que s'est fondu un État dans l'État. La branche syndicale du parti communiste, la CGT, est à la manœuvre. La centrale investit les entreprises et met en place un système de relais « le délégué syndical » qui lui assure une présence permanente.

Ces relais sont payés par l'employeur et peuvent intervenir à tout moment en fonction des besoins, et sont capables de déclencher une grève d'un seul claquement de doigts. L'employeur n'est plus totalement maître dans son entreprise. En effet, le délégué du personnel, créé en 1936 puis supprimé sous le régime de Vichy, est rétabli par la loi du 16 avril 1946. Le délégué syndical donc – il peut s'agir de la même personne – peuvent ou peut, s'il s'agit de la même personne,

demander des comptes, poser des questions quant aux investissements, avoir accès aux livres financiers. Bref, le patron – personnage honni par la doxa communiste – doit faire part de la moindre de ses démarches à des gens qu'il est obligé de payer pour le surveiller et qu'il ne peut pas virer. Passons sous silence l'Inspection du Travail.

Et le Français ? Il y trouve son compte. Le Français relève la tête. Il s'installe dans sa vie. L'argent versé par les Américains par le biais du plan Marshall permet à l'Industrie, mise à mal par les 4 années de guerre, de retrouver de la vigueur. Les usines se remettent à fonctionner. Le chômage est inexistant. Un chômeur est considéré comme un paresseux ; pire, traité de fainéant. L'excellence a été évoquée. Création le 5 avril 1945 de l'Assurance Sociale complète celle mise en place le 5 avril 1930. Système qui permet à chaque citoyen de bénéficier d'une couverture des risques de maladie, maternité, invalidité, vieillesse et décès, etc.

Le Français est bordé de partout. L'État régalien lui assure la protection civile et militaire. Les différentes assurances lui permettent de se soigner sans réfléchir à la dépense. Les syndicats sont présents et interviennent dans le cas d'un conflit avec l'employeur. La classe ouvrière est un « ilot » dans la société et impose son image dans la littérature et le cinéma. On se moque du bourgeois, et, si le patron est respecté, on le surveille du coin de l'œil. Ce monde sans souci apparent durera trente ans.

Mai 1968 est une déflagration. Une jeunesse bourgeoise dénonce les bienfaits d'une société qu'elle rejette. Les communistes sont pris de court, la droite également. Les uns et les autres n'ont rien vu venir. Chaque camp combat les trublions à sa manière. Si le calme est rétabli, la fissure existe. Les lignes bougent sans qu'elles soient perceptibles. Cependant, les jeunes gens au poing levé se coupent les cheveux, portent cravate et veston croisé et, comme ils sont puissamment diplômés, se glissent dans la fonction publique. L'Éducation

Nationale a leur préférence. Ils vont y faire des ravages. Mettant à terre la méthode syllabique, ils en inventent d'autres, au nom de l'égalité pour tous, permettant l'accès à la culture. Lesquelles auront pour résultat, qu'aujourd'hui, en 2021, les enfants peinent à reconnaître les mots, à construire une phrase avec sujet, verbe et complément, et ne savent pas compter.

Le Français ne voit rien. Il vit toujours dans sa bulle protectrice.

Années 1970. Charles de Gaulle et Georges Pompidou meurent. Une génération de quadra, dents acérées, le regard farouche, et le naseau ouvert humant le pouvoir, entrent en scène. Parmi les jeunes loups, citons les plus évidents : Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac.

La crise pétrolière met un terme aux Trente Glorieuses. L'industrie est ébranlée, des sociétés qui vivaient à crédit sont contraintes de mettre la clé sous la porte. Apparaît le chômage de masse. Mais il y a encore de l'argent dans les caisses. Giscard d'Estaing et Chirac soutiennent les chômeurs, de telle sorte que bientôt celui qui est privé de son emploi finit par gagner plus que lorsqu'il était en activité. L'allocation chômage atteint parfois 95 % du salaire de basse. À l'inverse des années 1950, être au chômage durant les années 1970 est presque un statut social et n'a rien de honteux.

Les mesures sociales explosent la Maison France de l'intérieur. La façade reste intacte et ne subit aucun dommage visible à l'œil nu. La construction européenne poursuit sa route. Le Français s'y intéresse par intermittence. Il sait que les experts sont à la manœuvre, il est donc rassuré.

1981, François Mitterrand, homme de droite, réussit le tour de force de se faire élire par la gauche. Il a jeté la vieille SFIO au rencard, et avec l'aide de nouveaux quadras, – des bourgeois bien sûr – il crée « le parti socialiste », tremplin dont il a besoin pour se faire élire. Le Français exulte. Il a l'impression de revivre les grandes années de l'après-guerre,

et de retrouver la gauche; sa gauche chérie, souriante et grognarde. Le fait que des communistes entrent au gouvernement pour la deuxième fois depuis la fin de la Deuxième Guerre, entretient l'illusion des retrouvailles. Puis, soudain, dans le tournant de 1983, les grands projets socialistes sont abandonnés, et Mitterrand poursuit la politique de son prédécesseur. Personne n'y trouve à redire. Mais, sans bruit, il commence son travail de sape de la société. La création de « NE TOUCHE PAS A MON POTE » et de « SOS RACISME » est une explosion silencieuse dont nous subissons l'onde de choc en 2021. En voulant faire croire à une population, qu'elle ne fait pas partie de la société, qu'elle peut être victime de racisme, alors qu'il n'y en avait pas, a fini par inclure dans la tête des gens qu'ils étaient des victimes en puissance. L'autre explosion est le référendum du traité de Maastricht en 1992. La bataille est violente. Le Français n'a pas forcément compris tous les enjeux. On lui vend les vieilles fadaïses : l'entente entre les peuples et l'avenir serein, etc... Le Français n'a pas complètement saisi qu'on va le dépouiller de son identité, et qu'il sera dirigé désormais par un corpus de fonctionnaires, qu'il n'aura cependant pas élus. Le Français depuis des années est habitué à faire confiance aux politiques, aux syndicats et à l'État. Il se laisse guider.

En 2005 le Français réagit avec violence au Référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe. La bataille est rude. Les politiques s'affrontent sans ménagement. Il y a des dissensions dans le même camp. Cette fois, le Français est attentif aux débats qui font rage soir après soir sur les plateaux des chaînes de télévision. Les affrontements le renvoient des années en arrière, au temps béni des débats houleux entre les oppositions politiques. Le non l'emporte avec 54,68%.

En 2007, un homme jeune qui avait été plusieurs fois ministre, est élu Président de la République. Il va opérer un astucieux tour de passe-passe avec la bénédiction des potentats de

Bruxelles, et sous le silence des opposants de 2004. Au mois de décembre 2007, les 27 chefs d'État sont réunis à Lisbonne et ratifient un traité où se trouvent articulés à l'intérieur des copiés-collés de traités antérieurs. Résultat ? La Constitution pour l'Europe est adoptée sous le titre : Traité de Lisbonne. Le Français a-t-il compris que le jeune président français, aidé en cela par les caciques bruxellois, a purement et simplement volé la décision souveraine du peuple ? Comme, une fois de plus, les responsables politiques n'ont pas bougé une oreille et les syndicats n'ont pas élevé la voix, le Français n'a pas osé ou voulu rappeler qu'il n'était pas d'accord. Donc il s'est tu.

Durant les quatorze années du mandat de Mitterrand, aucun problème majeur n'a été réglé. Pendant les douze ans de la mandature de Jacques Chirac, il ne s'est rien passé que l'on puisse retenir. Pendant le quinquennat de Sarkozy, ce furent des mouvements pour remplir le vide. Les cinq années de François Hollande ont été une longue sieste. Et maintenant ?

Le Français découvre depuis peu que son pays est en lambeaux. Les médicaments dont il a besoin sont fabriqués en Chine. Les voitures des marques françaises sont assemblées dans différents pays. L'Industrie est délocalisée dans des pays d'Asie. L'État français n'existe plus. On le vend par morceaux. Des gens qu'il a accueillis le traitent de salaud. Ils lui reprochent d'être blanc, chrétien, juif, français. Il n'a plus le droit de se moquer des musulmans, des juifs, des pédés, des concierges édentées, des chiens qui aboient. Dès qu'il ouvre la bouche, il est invectivé... Le Français cherche du renfort auprès des syndicats : ils sont muets. Il espère que son salut viendra des socialistes : ils ont disparu et le parti avec eux. Les communistes ont fondu dans le paysage. L'extrême gauche fait les yeux doux à ceux qui l'accablent de reproches.

Le Français est seul, triste, perdu. En état de sidération. Alors, se révolter ?

Raphaël Delpard